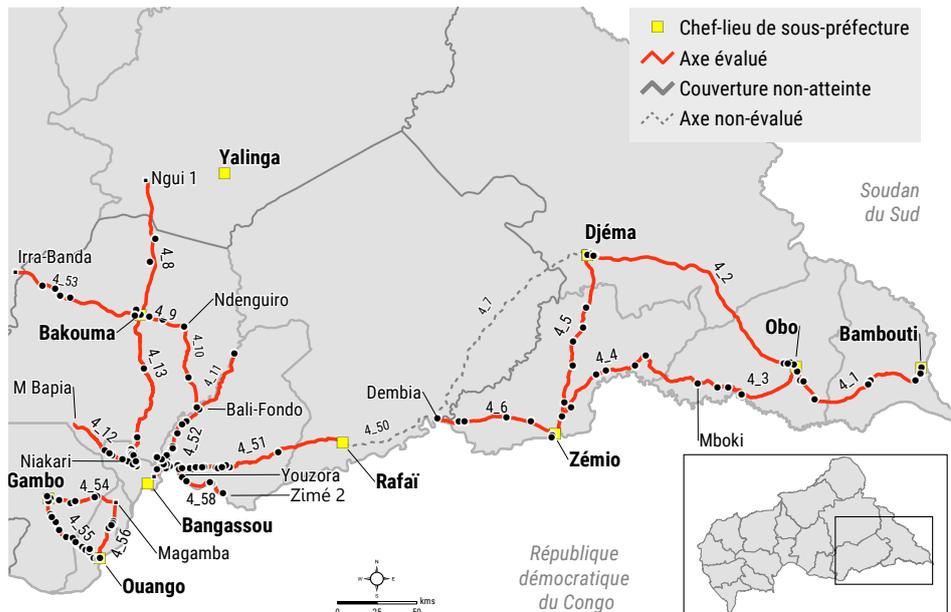


Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Novembre 2022
République centrafricaine | Sud-est 1

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 19 axes dans la macro-zone Sud-est 1 durant le mois de novembre 2022. Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	683
Localités évaluées :	148
Axes évalués :	19
Axes avec seuils min. atteints ¹ :	19

Type d'IC

Résidents dans la localité :	63,0%
Visiteurs récents dans la localité :	35,7%
Contact indirect avec la localité :	1,3%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 73% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 68% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 79% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 31% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 93% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 23% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 61% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 40% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,² la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La zone sud-est est affrontée par des nombreux défis, y compris l'insécurité et le manque d'infrastructures, qui augmentent les besoins, particulièrement dans les secteurs de protection, de santé et d'abris.³ L'insécurité dans la zone est caractérisée par la présence de groupes armés, le regroupement des éléments des certains groupes armés auparavant dissous et la criminalité, notamment le pillage et le braquage.⁴ Le manque d'infrastructures est le plus critique dans les préfectures de Mbomou et de Haut Mbomou.⁵ La qualité des routes empire davantage avec les inondations dans la saison des pluies.⁶ L'insécurité tant que la mauvaise infrastructure ne permettent pas aux humanitaires d'accéder les populations dans le plus besoin.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est1 et sud-est2.⁷

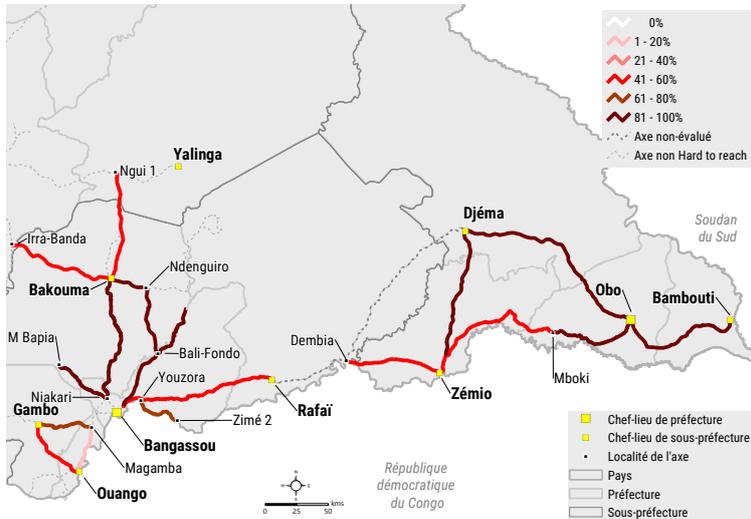
MÉTHODOLOGIE :

La méthodologie utilisée pour la collection de données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).

DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les résultats indiquent une forte présence des PDI dans la zone, rapportée dans 74% de localités évaluées. La raison la plus rapportée pour leur déplacement était les conflits armés. En plus, la période du déplacement semble être longue. Les informateurs clés ont rapporté que la durée moyenne du déplacement des PDI était plus d'un an dans la majorité de localités évaluées (72%). Il semble que leur déplacement n'était pas récent car il n'y avait pas un choc rapporté entraînant un déplacement de population dans le mois précédent la collecte.

Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les **109** localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **72%** des localités évaluées et comprise **entre 5 et 12 mois** pour **17%**.

Dans **28%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**42** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :



Pour les **14** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, la raison la plus fréquemment rapportée était **des armées (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.)** (**62%**).

Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

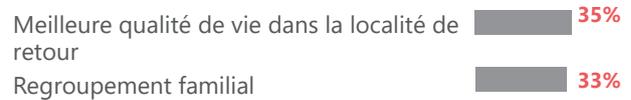


Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **60%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations** (**92%** de localités évaluées).

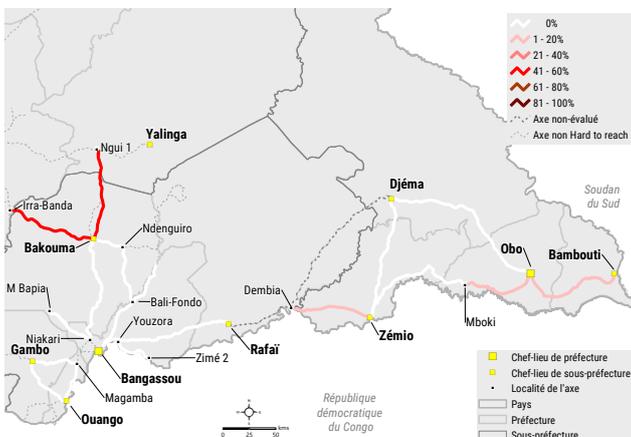
Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



PROTECTION

Les incidents sécuritaires n'ont pas été rapportés sur la plupart des axes. Cependant, les informateurs clés ont rapporté que dans la majorité de localités évaluées, des maisons ont été endommagées (63%) et que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité (68%). Ces résultats indiquent que les incidents sécuritaires pourraient être limités à certaines localités, comme celles sur les axes autour de Bakouma, et qu'il serait utile pour les interventions en protection de cibler ces localités.

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	%
Hommes	Criminalité (agressions, vols, etc.)	15%
Femmes	Absence de soins	72%
Garçons	Mariage forcé	21%
Filles	Violences sexuelles	47%

Dans **68%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)⁹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

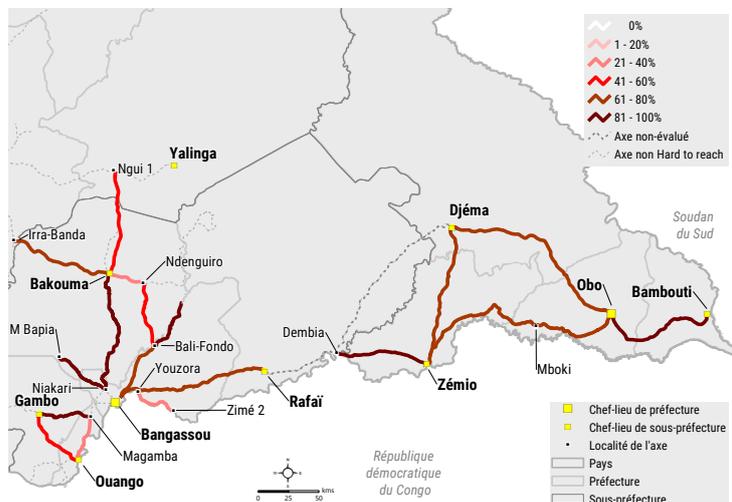


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Comme la plupart des ménages dépendent de l'agriculture pour leur subsistance,¹⁰ les difficultés pour pratiquer l'agriculture, comme le manque de semences et les cultures détruites par des animaux, réduisent leur capacité de se nourrir. De plus, des chocs impactant leur revenu rapportés dans la majorité de localités (74%), par exemple la baisse du prix des produits vendus, les empêchent d'avoir les moyens économiques pour acheter de la nourriture pour supplémer leur production, augmentant leur risque d'insécurité alimentaire.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC)



Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

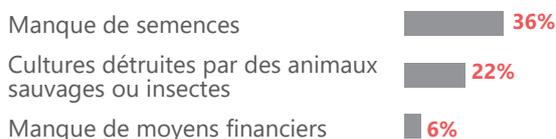
(en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient la **baisse du prix des produits vendus (33%)**, les **cultures détruites par du bétail ou des animaux sauvages (16%)** et la **hausse des prix des denrées alimentaires (11%)**.

Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

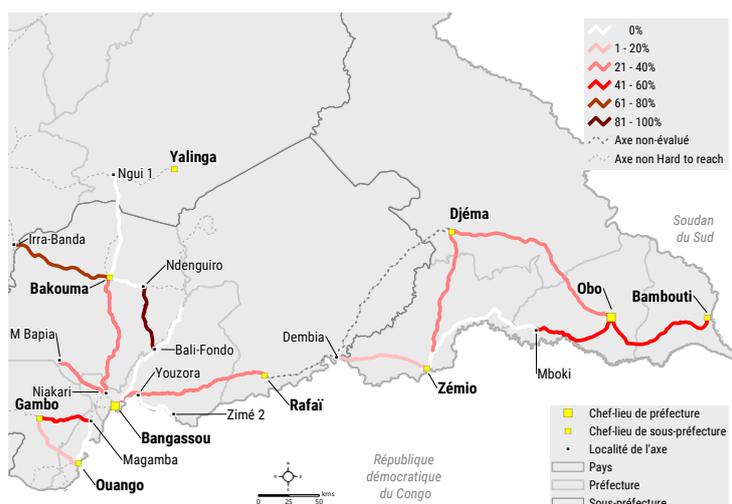


MOYENS DE SUBSISTANCE

Étant donné que la première source principale de revenus rapportée pour les ménages est l'agriculture, les défis déjà mentionnés par rapport au pratique d'agriculture et les chocs impactant les revenus réduisent davantage les moyens de subsistance disponibles à eux pour s'occuper de leurs besoins. Il semble que faire travailler les enfants, qui a été rapporté dans la majorité de localités évaluées (83%), est une stratégie d'adaptation déployée par au moins certains ménages pour supplémer leur revenu. Cela indique que ces ménages pourraient être en situation de crise et bénéficier d'une aide apportée en moyens de subsistance.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF¹¹ :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **40%** des cas.

Principales sources de revenu des ménages :

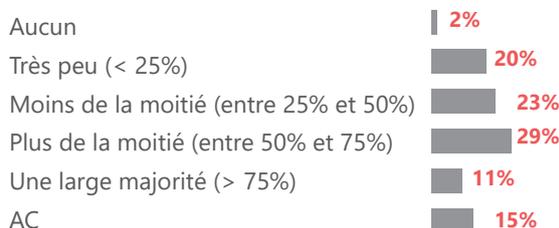
(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	96%	1%	0%
Pêche / chasse / cueillette	4%	53%	13%
Production de vin / d'alcool / d'huile de palme	0%	11%	13%
Petit commerce	0%	2%	19%
Aucun consensus	0%	23%	28%

Parmi les **79%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **82%** de cas.

Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

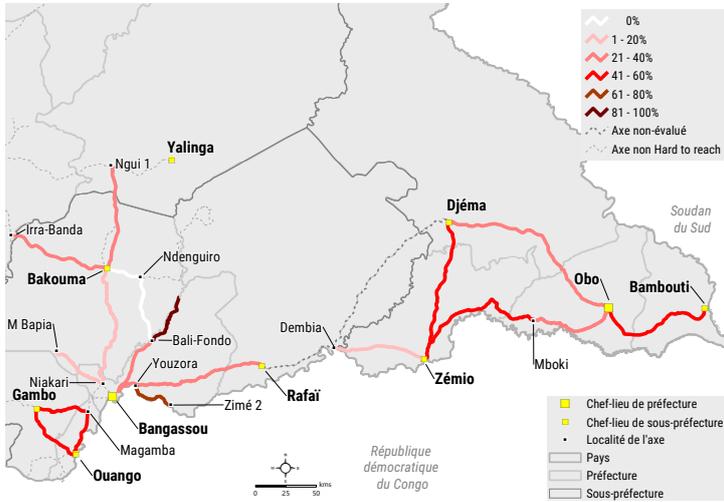
(selon les IC ; en % de localités évaluées)



NUTRITION

Les résultats suggèrent que la plupart des enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition. D'après les informateurs clés, ils présentent des symptômes de malnutrition dans presque toutes les localités évaluées (93%). Cependant, les centres de nutrition fonctionnels, rapportés dans plus de la majorité des localités (63%) pourraient amortir leurs symptômes de malnutrition. Donc, des interventions visant à renforcer ces centres pourraient être utiles.

% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition¹² : (selon les IC)

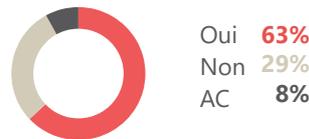


Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition¹² :

(en % de localités évaluées)



Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)

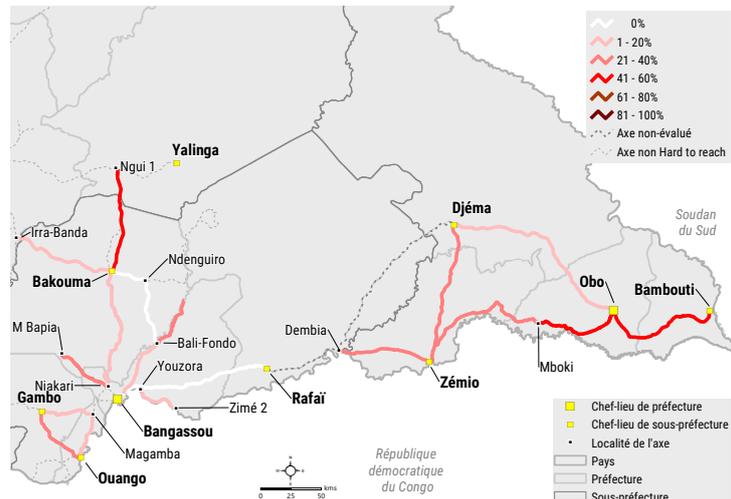


SANTÉ

Les types des formations sanitaires les plus rapportées dans la zone sont le centre de santé et le poste de santé, qui ne semblent pas toujours être bien approvisionnés. La barrière la plus rapportée à l'accès aux ces formations sont l'indisponibilité des médicaments, qui réduit la qualité de soins. Les maladies les plus rapportées sont le paludisme et la fièvre, suggérant que des interventions sanitaires visant ces maladies pourraient bénéficier la population.

% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population :

(selon les IC)



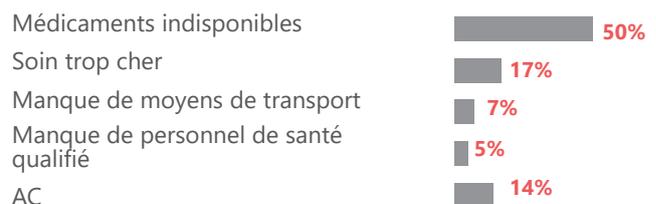
Principaux problèmes de santé rapportés :

(en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	37%	38%
Diarrhée	26%	14%
Infection respiratoire / toux	12%	21%
Anémie	2%	Réponse non-proposée
Aucun consensus	23%	25%

Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



Pour **50%** de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « **centre de santé** » et dans **35%** des cas un « **poste de santé** ».

Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun :

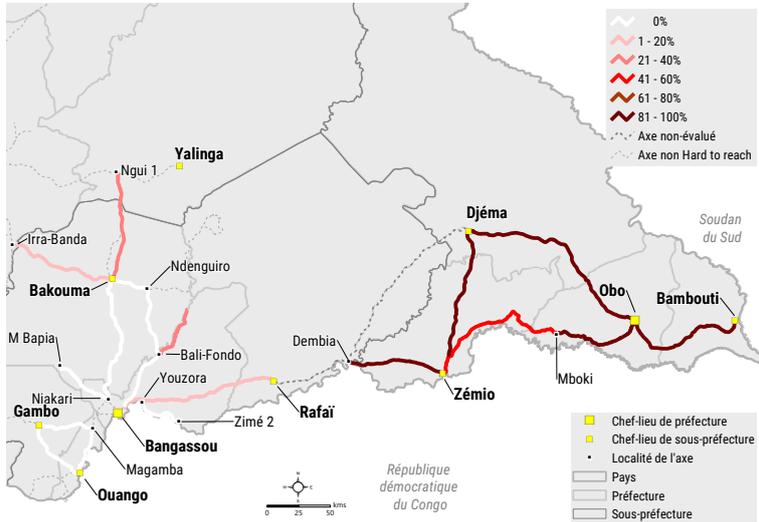
(en % de localités évaluées)





Les types d'abris les plus rapportés pour la population déplacée sont : (1) l'habitat à long terme en paille, rapporté dans la majorité de localités évaluées (61%), et les abris d'urgence soit en paille soit en bâche, rapportés dans presque un tiers de localités évaluées (31%). De plus, il paraît que la présence de déplacés vivant dans les abris inadéquats est limitée aux axes autour de Djéma, Obo et Bambouti, indiquant qu'une aide en construction des abris ciblant la population déplacée sur ces axes serait utile.

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)⁹ : (selon les IC)



Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

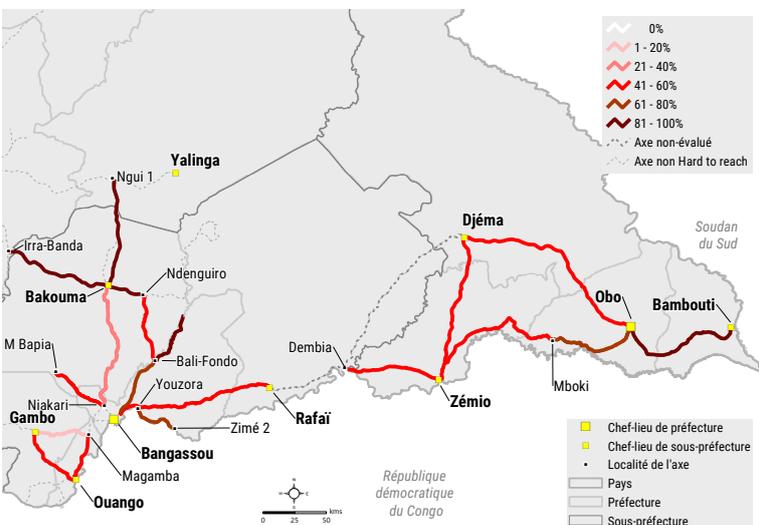
(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

	Population locale	Population déplacée ⁹
Habitat à long terme en paille	84%	61%
Abris d'urgence en paille	4%	17%
Abris d'urgence en bâche	3%	14%
Maison en semi-dur	2%	1%
Aucun consensus	6%	7%

EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

L'accès à l'eau de bonne qualité semble être un défi principal pour la majorité de la population dans la zone. Il a été rapporté que dans la plupart des localités évaluées (65%), la majorité de la population a du mal à accéder des sources d'eau potable. La mauvaise qualité d'eau a été liée aux maladies d'origine hydrique. Étant donné la capacité limitée du système de santé dans les zones, il ne semble pas que ce système serait capable de supporter des nombreux cas des maladies hydriques. De plus, il a été rapporté qu'il y a un manque de suffisamment de points d'eau dans 25% de localités évaluées, indiquant que ces points d'eau sont surpeuplés. Ces difficultés indiquent que la population pourrait bénéficier de la construction des points d'eau.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée¹³ : (selon les IC)



Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



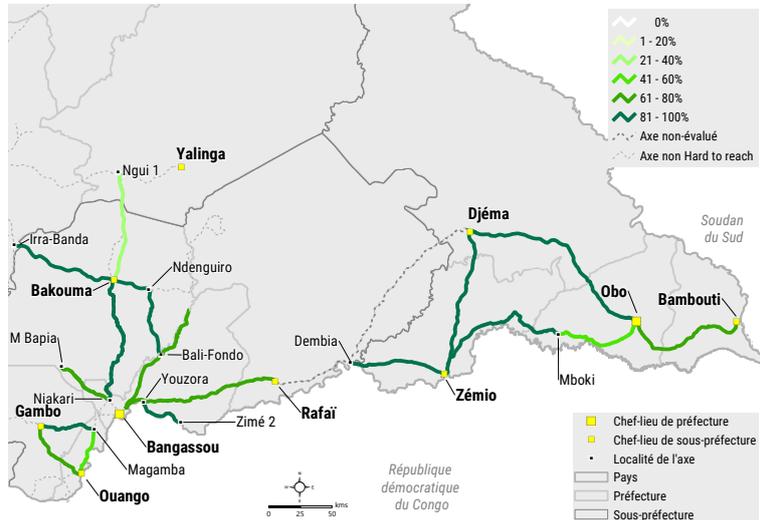
Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



ÉDUCATION

Bien que la présence d'une école fonctionnelle a été rapportée sur tous les axes évalués, il semble que les enfants se sont confrontés aux barrières d'accès à une éducation de qualité, spécifiquement le manque de moyens financiers ainsi que de personnel et d'enseignants qualifiés. Ces barrières leur empêchent de contribuer au développement de leur société dans l'avenir. De plus, les résultats indiquent que les garçons fréquentent l'école à un taux plus élevé que les filles. Dans 65% de localités évaluées, plus de la moitié des garçons fréquentent l'école pendant que plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 46% de localités évaluées, selon les informateurs clés. Par conséquent des interventions en éducation ciblant les filles pourraient réduire cet écart.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle¹⁴ par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 117 localités concernées)

	Garçons	Filles
Aucun	0%	0%
Très peu (< 25%)	1%	3%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	18%	21%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	32%	34%
Une large majorité (> 75%)	33%	12%
Totalité	0%	0%
AC / Ne sait pas	16%	30%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle¹⁴ et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 117 localités concernées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Frais scolaires trop chers	48%	38%
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	7%	10%
AC	24%	29%

REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

Les informateurs clés ont constaté qu'une aide humanitaire n'a pas été apportée dans presque la moitié de localités évaluées (47%) dans les 12 derniers mois avant la collecte. Cela est probablement causé par l'insécurité et le manque d'infrastructure, y compris la faible couverture rapportée des réseaux radiophoniques et téléphoniques, qui limitent l'accès humanitaire.¹⁵ La population a vraiment besoin de cette aide car elle dispose des moyens limités pour couvrir leurs besoins.

Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

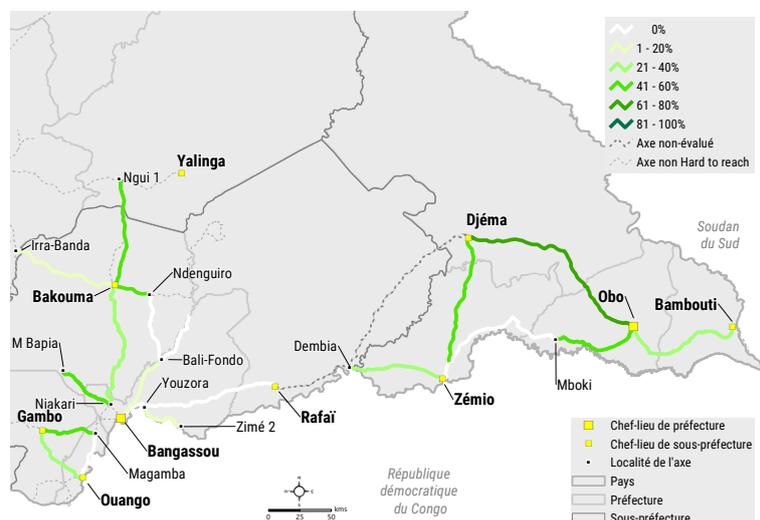


Parmi les 60 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de quantité pour 45% de ces localités et insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 25% de ces localités.

Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.¹⁶

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.¹⁷ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.¹⁸ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe ¹⁹	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? ¹⁸
4.1	Bambouti - Obo	12	11	92%	Oui
4.2	Obo - Djema	12	7	58%	Oui
4.3	Obo - Mboki	9	4	44%	Oui
4.4	Mboki - Zemio	26	7	27%	Oui
4.5	Zemio - Djema	15	7	47%	Oui
4.6	Dembia - Zemio	15	7	47%	Oui
4.7	Djema - Dembia	3	0	0%	Non
4.8	Bakouma - Ngui 1	9	4	44%	Oui
4.9	Bakouma - Ndenguïro	5	4	80%	Oui
4.10	Ndenguïro - Bali-Fondo	3	2	67%	Oui
4.11	Fode - Bali-Fondo	3	3	100%	Oui
4.12	Niakari - Mbapia	23	7	30%	Oui
4.13	Niakari - Bakouma	29	13	45%	Oui
4.50	Dembia - Rafai	10	0	0%	Non
4.51	Barama - Rafai	36	16	44%	Oui
4.52	Barama - Bali Fondo	22	15	68%	Oui
4.53	Bakouma - Irra Banda	6	5	83%	Oui
4.54	Magamba - Gambo	12	7	58%	Oui
4.55	Quango - Gambo	23	18	78%	Oui
4.56	Quango - Magamba	11	5	45%	Oui
4.58	Youzora - Zime2	8	6	75%	Oui

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) - République centrafricaine, pp. 34, 39-40, 62 \(Novembre 2022\).](#)
4. HNO, pp. 34, 39 ; [Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire \(IPC\), République centrafricaine Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë : Septembre 2022 - Août 2023, pp. 4,10 \(11 novembre 2022\).](#)
5. HNO, p. 72.
6. Ibid. at 72-73.
7. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
8. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
9. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
10. HNO, p. 4.
11. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).
12. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
13. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
14. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : [Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#)).
15. HNO, pp. 72-73.
16. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
17. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
18. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
19. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.